

## FRANCE

# Un prêtre égorgé dans une église, nouvelle attaque revendiquée par Daesh

**Deux terroristes ont égorgé un prêtre et grièvement blessé une personne lors d'une prise d'otages hier dans une église à Saint-Etienne-du-Rouvray, dans le nord-ouest de la France, une nouvelle attaque qui cible la cohésion d'un pays fragilisé.**

Le groupe Daesh a rapidement revendiqué l'agression en affirmant, via son agence de propagande, que les auteurs étaient deux de ses «soldats». L'organisation terroriste avait déjà endossé la responsabilité de l'attaque qui a fait 84 morts et des centaines de blessés le 14 juillet à Nice.

«Ce sont les catholiques qui ont été frappés, mais ce sont tous les Français qui sont concernés», a déclaré le président socialiste François Hollande. Venu rapidement sur place, il a appelé le pays à la «cohésion» et à faire «un bloc que personne ne doit pouvoir fissurer». «La menace reste très élevée», a-t-il ajouté, accompagné du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. La prise d'otages est survenue en pleine célébration d'une messe hier matin dans cette église d'une cité populaire de la banlieue de Rouen.

Selon le ministère de l'Intérieur, trois otages ont pu être libérés sains et saufs. Le père Jacques Hamel, 84 ans, a été égorgé, a-t-on indiqué de sources proches de l'enquête, et un ex-otage se trou-

vait hier entre la vie et la mort. Les deux preneurs d'otages à l'identité inconnue ont été abattus par la police.

Le parquet antiterroriste a été saisi de l'enquête. Cette prise d'otages dans un édifice religieux est survenue près de deux semaines après l'attentat de Nice où un camion avait foncé dans la foule. Elle survient aussi le jour de l'ouverture à Cracovie (Pologne) des Journées mondiales de la jeunesse, grand rassemblement catholique auquel doit participer le pape François. «Je crie vers Dieu, avec tous les hommes de bonne volonté. J'ose inviter les non-croyants à s'unir à ce cri», a affirmé dans un communiqué l'archevêque de Rouen, Dominique Lebrun, depuis Cracovie. «L'innommable arrive», a-t-il déploré. La menace d'une attaque contre un lieu de culte chrétien planait depuis plus d'un an en France, notamment depuis l'échec d'un projet d'attentat en avril 2015 contre une église catholique de Villejuif, en banlieue parisienne. Un étudiant algérien de 24 ans, Sid Ahmed Ghlam, est soupçonné d'avoir voulu prendre



Photo : DR

Les otages ont été libérés sains et saufs.

pour cible cette église, et peut-être d'autres lieux de culte catholique en région parisienne.

L'homme avait été arrêté avant qu'il ne puisse mettre son projet à exécution. Après le projet d'attaque à Villejuif, le gouvernement avait annoncé une «adaptation» du dispositif de lutte antiterroriste concernant les lieux de culte catholique.

Mais si les quelque 700 écoles et synagogues juives et plus de 1 000 des 2 500 mosquées du pays sont protégées dans le cadre de l'opération militaire Sentinelle, il paraît illusoire d'appliquer un même niveau de sécurité à la tota-

lité des 45 000 églises catholiques. Frappée trois fois en 18 mois par des attentats sans précédent (17 morts en janvier 2015, 130 morts le 13 novembre, 84 morts le 14 juillet), la France vit dans la crainte de nouvelles attaques risquant de fracturer davantage la société. Depuis l'attentat de Nice, le gouvernement socialiste a été accusé par la droite et l'extrême droite de n'avoir pas assez pris en compte le niveau de la menace terroriste. Dans l'opinion, la colère semble aussi avoir pris le pas sur le sentiment d'unité nationale qui avait prévalu lors des

deux premières attaques de masse de 2015. Depuis plus d'un an, plusieurs projets d'attentat de masse ont été déjoués mais des attaques ciblées, comme le double meurtre de policiers à leur domicile près de Paris en juin, ont profondément choqué la France.

Depuis les carnages terroristes de 2015, les autorités ont prolongé plusieurs fois l'état d'urgence, un régime d'exception permettant notamment des assignations à résidence, entré en vigueur dans la foulée des attentats de Paris en novembre 2015. Ce régime court jusqu'en janvier 2017.

## TURQUIE

## Les États-Unis autorisent le «départ volontaire» des familles de leur personnel

Le département d'Etat américain a autorisé le «départ volontaire» des familles de son personnel en Turquie après le coup d'Etat manqué du 15 juillet, une mesure prise généralement quand la situation sécuritaire se dégrade «de manière significative».

«Le département d'Etat a pris cette décision à la suite de la tentative du coup d'Etat du 15 juillet et de la proclamation de l'état d'urgence pour 90 jours par le gouvernement turc», a précisé hier l'ambassade des Etats-Unis en Turquie sur son site internet.

La procédure dite de «départ autorisé» est enclenchée «quand la situation sécuritaire dans un endroit donné s'est dégradée de manière significative», explique un document du département d'Etat.

Les familles qui partent dans le cadre de cette procédure voient entre autres leurs frais de voyage remboursés.

Les Etats-Unis mettent en garde leurs citoyens contre un possible renforcement des activités policières et militaires en Turquie, ainsi que sur de possibles restrictions à la liberté de circuler. Washington «recommande aux citoyens américains de reconsidérer leurs plans de voyage vers la Turquie», a ajouté l'ambassade.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a décrété jeudi dernier l'état d'urgence pour une durée de trois mois afin de poursuivre les auteurs du putsch avorté.

Ankara accuse le prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah Gülen d'avoir ourdi le coup d'Etat et a procédé à des purges de masse dans l'armée, la justice, l'éducation et les médias.

## SÉNÉGAL

## Des soldats américains s'entraînent à une intervention d'urgence en Afrique

**Des soldats américains à plat ventre ajustent leurs fusils dans les buissons. Un détachement sénégalais se positionne sur sa ligne dans un centre d'entraînement. Au Sénégal, les fusils d'assaut crépitent lors d'un scénario d'une intervention américaine d'urgence en Afrique.**

Le bruit des rafales, tirées à balles réelles, emplit l'air dans cet espace raviné et vallonné, cerné de falaises, abritant un centre militaire sénégalais à Thiès (environ 70 km de Dakar) où se déroule la simulation d'un débarquement américain dans un pays africain.

Quelque 200 soldats américains d'un bataillon d'infanterie de Géorgie (sud des Etats-Unis) et environ 200 parachutistes sénégalais ont pris part à cet exercice de deux semaines qui a pris fin hier. L'«Africa Readiness Training» (ART, Formation aux situations d'urgence en Afrique), une opération pour préparer les forces américaines à une intervention d'urgence en Afrique, est la première du genre sur le continent, selon les Américains.

«L'idée, c'est de bien préparer les forces armées américaines pour les déploiements en cas d'urgence ici en Afrique, problème de sécurité, sûreté, n'importe quel cas d'urgence», affirme à l'AFP le colonel Scott H. Morgan, attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis à Dakar. Un accord signé en mai entre Dakar et Washington permet la présence au Sénégal de forces américaines pour des raisons de sécurité et de santé notamment. Responsables sénégalais et américains réfutent toutefois toute idée de base américaine au Sénégal.

Grâce à cet accord, les forces améri-

caines et sénégalaises pourront «faire conjointement davantage d'entraînement et de formation et être mieux préparées à riposter ensemble aux risques qui menacent (les) intérêts communs» des deux pays, avait expliqué alors l'ambassadeur américain à Dakar, James Zumwalt.

Parmi ces risques figurent le terrorisme, avec les attentats dans les pays d'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal a jusqu'à présent été épargné, ou une épidémie, comme Ebola qui a récemment tué des milliers de personnes en Afrique de l'Ouest.

Les Etats-Unis se souviennent encore du traumatisme de la bataille de Mogadiscio, en Somalie, en 1993, au cours de laquelle deux hélicoptères américains avaient été abattus et 18 de leurs soldats tués par des miliciens qui avaient entraîné leurs cadavres dans les rues. Ce n'est pas le premier entraînement de soldats américains au Sénégal. Le pays avait accueilli en février, pour la troisième fois, Flintlock, exercice militaire international organisé annuellement par les Etats-Unis en Afrique. «On s'entraîne mutuellement pour créer l'interopérabilité et pouvoir travailler facilement sur un terrain d'opération», déclare à l'AFP le lieutenant-colonel Souleymane Kandé, chef de corps du bataillon de parachutistes du Sénégal. «Cet entraînement porte par exemple sur les techniques de combat,

les tirs de mortiers, les tirs de précision — snipers — et les IED (engins explosifs improvisés)», selon M. Kandé.

La séance de lundi a consisté à «détruire un camp d'entraînement et un point de défense» ennemis situés à un kilomètre à vol d'oiseau, a expliqué le lieutenant-colonel Theodore Leonard, de la 30e division d'infanterie de Fort Stewart en Géorgie.

Plusieurs minutes de détonations à balles réelles laissent le sol jonché de douilles. Un soldat américain aide son collègue sénégalais à mieux ajuster son fusil, un fusil d'assaut américain M16. «Rampez, rampez !», crie un soldat sénégalais au milieu de la canonnade. «Très bien ! Très bien !», lance un soldat américain se présentant sous le nom de «Captain Kapko». «Les tirs étaient efficaces parce que concentrés sur l'ennemi. Vous avez maîtrisé l'ennemi !». «Il y a beaucoup de partages d'expérience» et les Américains «ont réadapté leur savoir-faire par rapport à ce qu'on fait actuellement. On est sur des terrains d'opération où l'ennemi est souvent au contact et donc il faut agir vite», indique le lieutenant-colonel Kandé.

«En fait, les Sénégalais sont plus comme une équipe du RAID (Recherche assistance intervention dissuasion, groupe d'élite de la police française NDLR). Ils attaquent au tas. Ils y vont très vite. Ça nous a appris, aussi, à bouger de cette manière», indique à l'AFP Cédric Edouard, chargé de liaison côté américain. «Et je pense qu'on sera prêt le jour où l'on devra venir dans un pays africain.»